Burundi : Le gouvernement accuse une radio privée d'incitation à la haine

@rib News, 15/11/2011 â€“ Source AFPLe ministre burundais de l'IntÃ©rieur a accusÃ© une des principales radios du pays, la station privÃ©e Radio publique africaine (RPA), d'Â«Â inciter la population Ã la haine et Ã la dÃ©sobÃ©issanceÂ Â».Â«Â Votre association utilise la radio RPA pour discrÃ©diter les institutions, dÃ©lÃ©gitimer le pouvoir judiciaire, (...), inciter la population Ã la haine et Ã la dÃ©sobÃ©issanceÂ Â», accuse Edouard Nduwimana, dans une correspondance adressÃ©e Ã la radio.M. Nduwimana reproche Ã la RPA de n'avoir pas rempli ses obligations et lui enjoint de lui transmettre ses rapports d'activitÃ©s des trois derniÃ¨res annÃ©es, y compris Â«Â les rÃ©fÃ©rences des comptes bancaires ainsi que la liste des immeublesÂ Â» dÃ©tenus.
Le directeur de la radio, Eric Manirakiza, a dÃ©noncÃ© Â«Â une volontÃ© du pouvoir de faire taireÂ Â» sa station, annonÃ§ant intention de porter plainte.Il a ajoutÃ© que deux journalistes de la RPA avaient Ã©tÃ© entendus pendant 10 heures par le procureur de Bujumbura lundi, Â«Â sans raison valableÂ Â» selon lui.Les responsables des trois principales stations indÃ©pendantes du Burundi, la RPA,Â Bonesha Fm etÂ Isanganiro, accusÃ©es par le pouvoir d'Ãªtre proches de l'opposition, ont Ã©tÃ© sommÃ©s la semaine derniÃ¨re de fournir leurs sources de financement par le procureur de Bujumbura, ce qu'ils ont refusÃ© de faire.Ces trois radios et une quatriÃ¨me,Â Radio Renaissance, ont appelÃ© leurs auditeurs Ã Bujumbura Ã Â«Â protester contre les assassinats extrajudiciaires et les violations des libertÃ©s publique en klaxonnant mardi Ã 12h20 (locales, 10h20 GMT) pendant 15 secondesÂ Â».Plusieurs organisations des mÃ©dias et de la sociÃ©tÃ© civile du Burundi ont dÃ©noncÃ© Â«Â le harcÃ¨lementÂ Â» subi par les principales radios privÃ©es du Burundi depuis qu'elles ont commencÃ© Ã enquÃªter sur l'attaque d'un bar de Gatumba, une localitÃ© proche de Bujumbura, qui a fait une quarantaine de morts il y a deux mois environ.Le pouvoir burundais fait face Ã de nouvelles violences depuis la contestation des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010, remportÃ©es par le parti au pouvoir du prÃ©sident Pierre Nkurunziza.